



Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

S/26037
4 juillet 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

LETTRE DATEE DU 2 JUILLET 1993, ADRESSEE AU PRESIDENT DU CONSEIL
DE SECURITE PAR LE REPRESENTANT PERMANENT DE L'ARMENIE AUPRES DE
L'ORGANISATION DES NATIONS UNIES

J'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte, transmis par
télécopie, d'une déclaration publiée aujourd'hui par le Ministère des affaires
étrangères de la République d'Arménie.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme
document du Conseil de sécurité.

Le Représentant permanent

(Signé) Alexander ARZUMANIAN

ANNEXE

Déclaration publiée le 2 juillet 1993 par le Ministère des
affaires étrangères de la République d'Arménie

Le Ministère des affaires étrangères de la République d'Arménie se déclare préoccupé par l'instabilité et l'incertitude qui règnent en Azerbaïdjan et qui ont des effets négatifs sur le processus d'instauration de la démocratie et de la paix dans la région.

La situation à Bakou est pleine de dangers car les différents partis et leurs dirigeants sont prêts à utiliser tous les moyens, y compris la relance des opérations militaires contre le Haut-Karabakh, pour atteindre leurs objectifs politiques.

Le Gouvernement arménien est particulièrement troublé par les déclarations publiées par le Ministère des affaires étrangères de l'Azerbaïdjan, concernant les activités militaires dans le Haut-Karabakh et alentour. Le Ministère des affaires étrangères de l'Arménie juge qu'il serait en dessous de sa dignité de répondre à des déclarations ayant aussi peu de rapport avec la situation sur le terrain.

Les accusations répétées portées contre la République d'Arménie par l'Azerbaïdjan s'expliquent par une perte du sens des réalités et des proportions, plus que par une politique ferme et un choix délibéré. Les autorités de Bakou, qui ont imposé la censure à leurs propres journaux, trouvent apparemment plus facile d'inonder les médias internationaux d'accusations contre l'Arménie que de faire face aux crises de la démocratie et de la légitimité en Azerbaïdjan.

Le Gouvernement arménien est certain que la communauté internationale appréciera la campagne de propagande de l'Azerbaïdjan à sa juste valeur : il s'agit d'une vaine tentative, motivée par des problèmes intérieurs, pour dissimuler les bombardements continus de la population civile du Haut-Karabakh par l'artillerie lourde et l'aviation militaire azerbaïdjanaïses.

Pour habitués que soient l'Arménie, le Haut-Karabakh et la communauté internationale au comportement irrationnel et imprévisible de l'Azerbaïdjan, il n'en reste pas moins que l'Arménie tient à exprimer sa profonde préoccupation devant le fait que l'Azerbaïdjan ne peut ni ne veut s'engager pleinement à appuyer l'initiative de paix du Groupe de Minsk de la CSCE.

Les opérations militaires des forces azerbaïdjanaïses qui se poursuivent, qu'elles soient contrôlées par Bakou ou qu'elles soient le fait d'éléments armés échappant à tout contrôle, et la campagne parallèle de désinformation ne peuvent qu'affaiblir la confiance dans l'initiative et renforcer la position de ceux qui, dans la région, s'opposent au processus en cours, qui vise la cessation des hostilités et la solution pacifique du conflit.

Dans ces conditions, l'Arménie ne peut s'empêcher de mettre en doute le sérieux de l'Azerbaïdjan, sa confiance dans le plan du Groupe de Minsk et ses moyens de le mettre en oeuvre. L'Arménie, et le Haut-Karabakh, se demandent s'ils auront un jour en Azerbaïdjan un partenaire de paix, un partenaire

/...

suffisamment stable, fiable et cohérent pour soutenir un dialogue, un partenaire capable d'apprécier la modération manifestée en ces jours difficiles pour l'Azerbaïdjan.

Le Gouvernement arménien espère que l'Azerbaïdjan sera en mesure de résoudre ses problèmes internes et, avec la communauté internationale, s'attacher à instituer dans la région un cessez-le-feu durable et à trouver une solution pacifique au problème du Haut-Karabakh.
